

CROISSANCE ECONOMIQUE ET CENTRALISATION METROPOLITAINE DANS LA
REGION DU ZULIA

par LE CHAU, économiste

Le présent projet doit être considéré comme appartenant à la phase expérimentale de la recherche sur les systèmes urbains en Amérique Latine. Néanmoins, malgré cette limitation, il cherche à résoudre les problèmes fondamentaux rencontrés dans la recherche concrète effectuée en Amérique Latine. En particulier, les propositions qui suivent sont orientées en vue de cerner les questions d'ordre théorique, méthodologique et pratique inhérentes à la recherche urbaine et régionale sur un terrain déterminé.

I. Objectifs de l'étude

En raison de l'abondance des travaux d'étude sur l'aménagement du territoire du projet houiller de Guasare (105 km Nord Ouest de Maracaïbo), il n'a pas été possible de réaliser la totalité d'un projet de recherche. Il s'agit donc à ce stade, de recherche appliquée permettant d'amorcer une réflexion méthodologique et théorique sur les systèmes urbains et centres de croissances régionaux. Compte tenu de cette contrainte, les objectifs de cette recherche sont destinés à :

1. compléter les études d'aménagement du projet houiller par des travaux sur le système urbain et l'articulation des espaces socio-économiques du Zulia (1). La réalisation de ces travaux complémentaires nous a paru indispensable pour deux raisons : en premier lieu, l'articulation-intégration structurelle et spatiale des projets significatifs reste toujours un problème théorique à résoudre et représente la majeure difficulté pratique pour l'aménagement de ces projets ; en second lieu, on avait délimité une petite zone parfaitement carrée de 50 km de côté dénommée Micro-région Guasare-Socuy : c'est l'espace à étudier pour la réalisation du projet. Dans cette optique, l'aménagement du projet sera réduit à l'étude d'une future enclave.
2. expérimenter l'avant projet élaboré à Paris (novembre 1976, conjointement avec F. Gendreau), sur les systèmes urbains en l'adaptant à la principale caractéristique économique de la région : croissance accélérée et centralisme excessif. Les rapports entre ces deux facteurs constituent notre principale hypothèse de travail (cf. chapitre V. infra).

(1) Etat fédéré du Zulia dont la capitale Maracaïbo est la deuxième ville du Venezuela.

Il va sans dire que ces travaux complémentaires ont permis de présenter des recommandations concrètes sur les mesures à prendre en ce qui concerne :

- l'articulation-intégration structurelle et spatiale du projet houiller en l'incluant dans un ensemble de projets intégrés de production de base localisés dans l'espace régional (charbon, acier et énergie thermoélectrique),

- la future organisation de l'espace régional et les possibilités de déconcentration de l'aire métropolitaine selon les exigences de ces projets et du nouveau modèle de croissance du Zulia.

Les résultats préliminaires de ces travaux ont également servi à l'élaboration de la base de sondage du projet d'étude sur la migration, la force de travail et l'emploi dans la région du Zulia (1). De plus, deux Centres Universitaires de recherche (2) ont adopté notre démarche méthodologique pour l'appliquer à leurs travaux urbains.

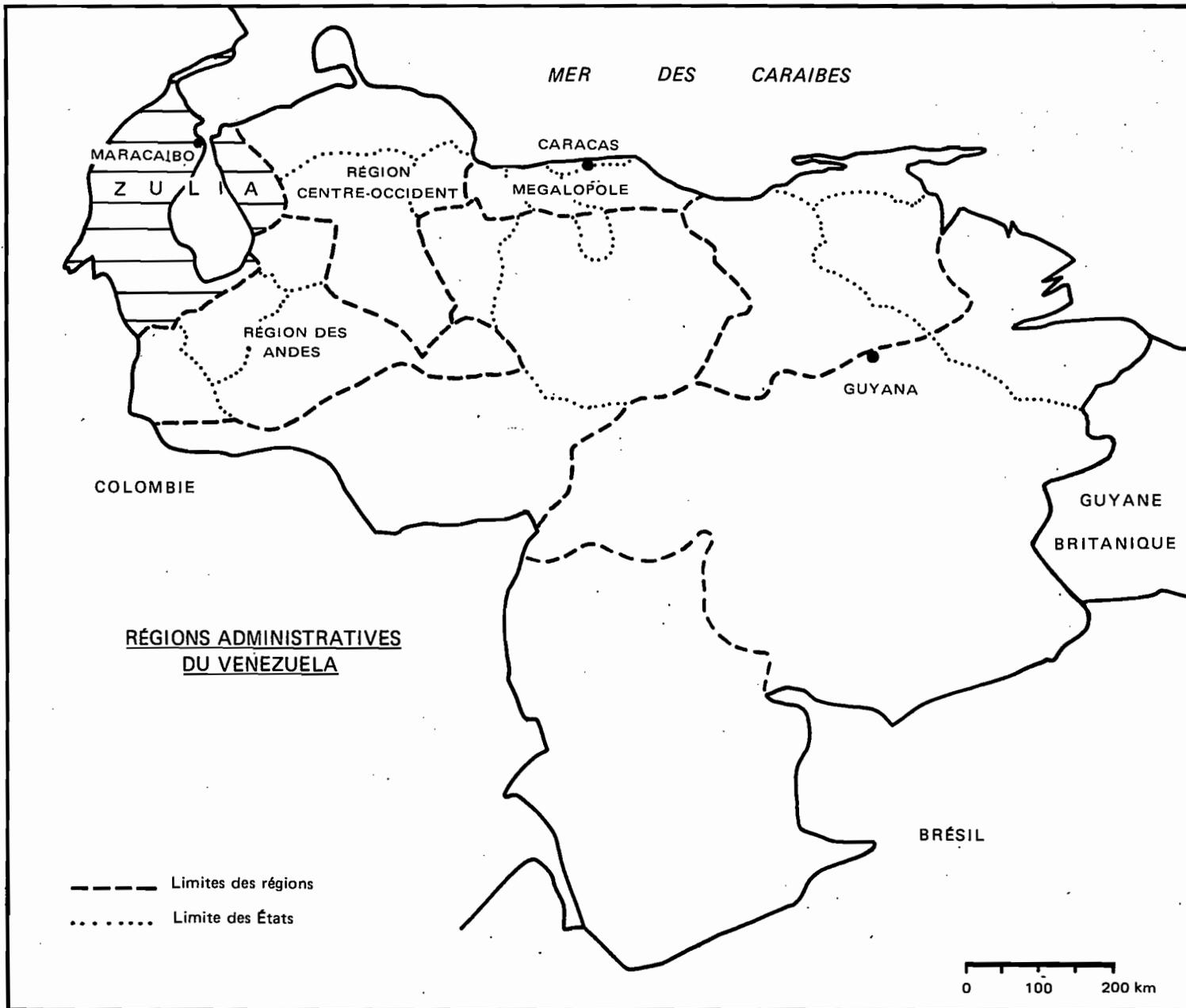
II. Problématique théorique de la recherche urbaine et régionale en Amérique Latine

La problématique de toute recherche est issue de la confrontation des lois théoriques générales avec la spécificité du terrain et procède de la nécessité d'adapter des concepts abstraits à la situation concrète. Ainsi sera dissocié l'aspect général de la problématique. Cette problématique se pose de façon générale et particulière, ce qui amène à s'interroger sur la capacité des théories actuelles, à exprimer la diversité des situations rencontrées.

1) D'une manière générale l'on note la carence ou l'insuffisance de théories générales opératoires ressentie par les analystes régionaux.

"Il est admis qu'on ne dispose pas encore d'une théorie générale du développement régional. Il existe beaucoup de contributions partielles mais non une doctrine universellement acceptée... Il est regrettable que certaine théorie explique GLOBALEMENT le phénomène de croissance économique quand il s'agit des unités sub-nationales" (3) ;

- (1) Projet du Centre de Recherche Urbaine et Régionale (C.I.U.R., Université du Zulia). Ce projet est coordonné avec ceux des quatre autres universités du Venezuela : Université Centrale, Université des Andes, Université expérimentale du Tachira (San Cristobal) et Université de Barinas.
- (2) Ces deux Centres sont : C.I.U.R. et Centre de Recherche de la faculté d'architecture de l'Université des Andes (Mérida).
Projet du CIUR : l'aire métropolitaine de Maracaïbo, projet patronné par le Conseil Latinoaméricain de Sciences Sociales (C.L.A.C.S.O., Buenos Aires) et financé partiellement par PNUD-UNESCO. Dix Centres et Instituts universitaires latinoaméricains participent au projet de recherche urbaine du CLACSO.
Projet de l'Université des Andes: Le système des centres de la région andine.
- (3) CEPAL-ILPES, Ensayo sobre la planificacion regional, Edit. Siglo XXI, Mexico, 1976, pp. 19 et 89.



"Les théories du développement économique régional et les théories de la structure spatiale se sont développées en général, de façon indépendante l'une de l'autre. Ces dernières sont généralement statiques et dépourvues de facteurs de développement, et les premières s'appuient essentiellement sur la théorie néo-classique de croissance en considérant les régions comme des points dans l'espace" (1).

En interprétant ces quelques observations parmi tant d'autres - aussi pertinentes ou sensées les unes que les autres - on est amené à se poser certaines questions :

- Outre la carence d'une théorie générale immédiatement applicable, n'existe-t-il pas dans les travaux partiels, une confusion théorique concernant les différentes méthodes d'analyse à employer distinctement pour l'espace national et pour ses composantes mineures ?

- Les théories spatiales, si l'état actuel des connaissances permettait leur élaboration, peuvent-elles être isolées des facteurs socio-économiques donc de la structure de production et du processus social ? Structure de production et espace socio-économique (2) ne forment-ils pas un tout dont l'évolution doit aboutir à une finalité sociale appelée développement ?

2) D'une manière plus particulière dans notre étude sur la croissance économique et la centralisation métropolitaine dans l'espace régional du Zulia, et centrant notre réflexion sur le système urbain et ses centres de croissance (3) eux-mêmes considérés comme un ensemble d'échantillons représentatifs de la projection du modèle de croissance dans l'espace, le choix d'une problématique théorique paraît encore plus aigu. En effet, étant donné le caractère partiel et la divergence idéologique ou scolastique des théories existantes, les appliquer sans critique ni discernement à un travail spécifique et nouveau, risquerait de produire des résultats plutôt "cacophoniques" ou au mieux "littéraires". De plus,

(1) Malcom J. Moseley, Growth centres in spatial planning, Edt Pergamon Press, Oxford, G.B. 1974. Edit. espagnole de l'IEAL (Instituto de estudios de Administracion local) Madrid, 1977, p. 21.

(2) Le concept de la structure de production comprend l'ensemble des composantes ou systèmes d'une économie localisée dans un espace donné ainsi que les relations organiques ou structurelles de ces systèmes. Il renferme également une signification perspective de reproduction : production, distribution et accumulation. Certains de nos travaux antérieurs ont employé ce concept analytique selon cette définition : La problemática estructural y espacial del norte peruano (Chicalyo, Pérou, 1972). Estructura de production y empleo en el área metropolitana Lima-Callao (Lima, 1975). Estructura de producción y espacio socio-económico en la sub-région de Maracaibo (Maracaibo, Venezuela, 1977).

(3) M.J. Noseley, op. cit. pp. 21-24.

les travaux théoriques utilisés en Amérique Latine se basent surtout sur la rationalité économique capitaliste (firme, libre entreprise, concurrence...) et sur l'automatisme ou la possibilité de transmission des effets de la croissance sans prendre en considération toute la complexité de la structure régionale (1). Dans le même temps et sur les terrains mêmes, on peut observer une autre réalité : a) la rationalité capitaliste est très réduite et déformée (nous y reviendrons, cf. chapitre III.1 infra) ; b) le mode de production capitaliste bien que prédominant sur le plan de la pure croissance économique, ne tend pas à l'exclusivité ou à l'hégémonie alors que les formations sociales non capitalistes et les "marginiaux" sont socialement dominants et ne suivent pas la voie du développement capitaliste du mode de production prédominant. La transition capitaliste y est infiniment partielle et désordonnée donc contradictoire ; c) le blocage et l'orientation des effets de la croissance ne sont pas uniquement le fait de l'économie mais relèvent surtout du domaine social et politique, donc idéologique.

Face à cette problématique théorique, nous nous sommes obligés à inverser les démarches habituelles : d'abord, la réalité du terrain (2) puis ensuite, la confrontation réalité-théories. L'ordre des chapitres qui suivent illustre cette démarche dont le principal souci est de résoudre la problématique théorique à partir du concret.

Dans cet ordre d'idées et par rapport à un travail concret de recherche, nous considérons qu'une théorie est applicable et opératoire quand elle indique à la fois les lois générales de fonctionnement et les concepts analytiques correspondants. Par exemple : la loi keynésienne du multiplicateur d'investissement et son concept de propension marginale à consommer, ou bien, la loi marxiste de la valeur et ses concepts du taux de profit, de la plus value...

III. Les modèles de croissance et la recherche urbaine et régionale en Amérique Latine.

L'analyse qui suit pourrait être indûment jugée comme une critique. Or, tel n'est pas son but car une critique digne de ce nom, procéderait d'une toute autre façon. Elle prendrait l'aspect d'une critique sociale et idéologique. Il ne s'agit pas non plus d'une attaque spécifiquement dirigée contre l'impérialisme, nous observons seulement ses effets et conséquences sur le terrain pour essayer de cerner une réalité.

- (1) En Amérique Latine, les travaux urbains et régionaux d'obédience "développementaliste" (desarrollista) ou techno-bureaucratique résultant généralement de la transposition mécanique des théories néo-classiques et marginalistes les plus connues actuellement : pôles de croissance (F. Perroux, J. Boudeville), effets et avantage comparatif (G. Myrdal, A.O. Hirschman), interdépendance et "exports régionaux" (J. Friedman, W. Alonso), base économique (C.H. Tiebout, D.C. North de l'école de Chicago). Il convient de préciser qu'il n'est pas de notre propos dans le présent travail, de critiquer ces auteurs. Nombre de théoriciens comme leurs oeuvres, sont des témoins de leurs temps en des périodes historiquement déterminées. Notre principale préoccupation consiste à observer l'application des théories et leurs résultats sociaux pour pouvoir, le cas échéant, adapter certains de leurs concepts.
- (2) Nous sommes cependant conscients de certains risques : être contaminé par l'ambiance de l'empirisme monographique et technocratique étant donné les conditions dans lesquelles ont été réalisés certains de nos travaux ; être victimes du terrain comme ce qui se passe pour certains africanistes avec "leur tribu" !

1. Le modèle de croissance par l'exportation-substitution et les phénomènes structurels

Les pays en voie de développement (P.V.D. ou périphériques) d'Amérique latine notamment le Venezuela, exportateurs de produits primaires et importateurs de biens manufacturés, avaient ajouté à ce modèle de croissance, la substitution industrielle tout en important la majeure partie des facteurs de production industrielle ou la principale partie de ces facteurs (produits semi-finis, équipement de production, brevets et technologie, capital...). Ce nouveau modèle d'exportation-substitution a été plus particulièrement répandu en Amérique Latine depuis la naissance de l'Alliance pour le Progrès (décade 1960) bien que l'industrialisation de certains pays latinoaméricains ait commencé bien avant cette date.

Sur le plan théorique, LE MODELE D'EXPORTATION-SUBSTITUTION COMME L'UNIQUE SOURCE DE CROISSANCE, A ENGENDRE OU ACCENTUE LA DEPENDANCE ECONOMIQUE DES PAYS LATINOAMERICAINS MOYENNANT L'ETABLISSEMENT D'UNE FORME SPECIFIQUE DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL QUI PEUT ETRE PLUS EXPLICITEMENT QUALIFIEE DE SPECIALISATION INTERNATIONALE OU NEO-COLONIALE DE LA PRODUCTION. Celle-ci résulte d'un rapport de forces et de relations économiques basées sur le binôme "développement + sous-développement" dont la rationalité économique reste dans le pôle développé et l'irrationalité dans l'autre. C'est le postulat domination-dépendance. En effet, la structure de production et le procès d'accumulation des P.V.D. d'Amérique Latine, constituent un complément de l'infrastructure matérielle des centres dominants. En d'autres termes et par rapport à certaine théorie bien connue en France, il est permis de penser que les pôles de croissance sont localisés en Amérique Latine alors que les pôles de développement se trouvent ailleurs.

C'est un processus historique généralisé. Toutefois, il convient de remarquer qu'exceptionnellement, certains pays latinoaméricains, à des périodes données de la conjoncture internationale qui leur était favorable (1), ne sont pas parvenus à transformer leur modèle de croissance. La dépendance économique n'a pas été donc l'unique péché originel de la structure interne de ces pays. Sur ce plan, on peut observer que les phénomènes structurels sont identiques ou semblables dans plusieurs pays latinoaméricains bien qu'il existe des variétés non fondamentales :

(1) Pour des raisons conjoncturelles bien connues, certains pays latinoaméricains ont "bénéficié d'une relâche de l'hémisphère" ou d'une abondance économique durant plusieurs années pour les perdre sous la forme "d'interlude d'entr'acte". Il n'est pas de notre propos d'engager une polémique intellectuelle mais les choses sont si frappantes qu'on ne peut pas s'abstenir de s'y référer : à force de vouloir s'occuper uniquement et verbalement de l'impérialisme ou du leadership du tier-monde sur les podiums internationaux, on a oublié sa propre condition et ses propres possibilités malgré son nationalisme désuet proche de la xénophobie.

- la structure de production n'est pas complètement formée. Le secteur à technologie avancée, la production de biens intermédiaires et les industries de base sont inexistantes ou insignifiants. Les relations entre secteurs économiques et entre systèmes de production ne sont ni organisées, ni régularisées structurellement ;
- l'organisation de l'appareil productif, la mise en place des infrastructures, la redistribution sociale de la richesse et l'accumulation reproductive correspondent davantage aux mécanismes de fonctionnement de la spécialisation néo-coloniale de la production qu'aux nécessités structurelles nationales (2) ;
- les systèmes de production et les espaces socio-économiques non directement liés au modèle d'exportation-substitution, sont en stagnation ou en régression. Ce qui a donné lieu à la formulation de la thèse de la marginalité qui n'est autre que la conséquence de la transition capitaliste partielle, désordonnée et déformée du pseudo capitalisme ou capitalisme dépendant. C'est la contradiction fondamentale appelée communément "sous-développement".

De ce contexte historique, il est possible de tirer un enseignement sur deux plans liés entre eux, l'un théorique, l'autre structurel :

-
- (2) L'accumulation primitive et capitaliste est essentiellement complémentaire de celle des centres dominants et très réduite par rapport à la nécessité du développement des forces productives du pays.

a) théoriquement, tout en suivant la voie capitaliste de développement donc soumis aux lois de la rationalité économique capitaliste (1), ces pays n'ont pu appliquer qu'une rationalité très réduite à certaines activités urbano-industrielles spéculatives ou substitutives. Cette rationalité très réduite est également déformée par l'antagonisme entre les différents systèmes de production, entre le mode de production capitaliste prédominant et les formations sociales non capitalistes. Par conséquent, toute tentative de planification intégrale pour un développement harmonieux, s'est heurtée à des difficultés sociales et économiques insurmontables :

- (1) Oskar Lange, *Political Economy*, Vol. I. General Problems, Edité à Varsovie, Oxford et Madrid. Edit. espagnole Fondo de cultura económica, Madrid 1955, pp. 152-158. Pour permettre une comparaison entre les différentes variantes de la rationalité économique, nous reproduisons ci-après un extrait de l'analyse historique et critique du Professeur O. Lange concernant la rationalité économique capitaliste.

"Le champ le plus important pour l'application du principe de la rationalité économique est l'entreprise capitaliste (p. 152)... Au fur et à mesure que les éléments de l'économie naturelle disparaissaient et que l'économie familiale se séparait de son propriétaire la maximisation du profit et, simultanément, l'application du principe de la rationalité économique ont commencé à régir l'entreprise de manière exclusive..... Les compagnies commerciales et ensuite, les sociétés par actions ont joué un rôle d'avant-garde pour séparer l'entreprise de l'économie familiale du propriétaire. Aux 16^e et 17^e siècles, les compagnies se développaient dans les pays d'Europe Occidentale en relation avec le commerce d'Outre-Mer et l'exploitation des colonies. Les sociétés par actions faisaient leur apparition sur ce même fond historique..... Dans la deuxième moitié du 19^e siècle, a commencé le développement à grande échelle des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés par actions qui constituent la forme classique de la Société capitaliste moderne" (p. 153).

Après cette analyse historique, l'auteur définit la rationalité économique capitaliste comme limitée et privée :

"limitée parce qu'elle ne concerne que chacune des entreprises isolément considérées, et parce qu'elle ne couvre pas l'ensemble des activités économique de la Société et tout le procès social de la production et de la distribution. La rationalité de l'activité de l'entreprise capitaliste a donc un caractère économique-privé et non économique-social" (p. 155).

Si la rationalité économique était limitée dans les pays capitalistes avancés, quelle devrait-elle être celle des pays latinoaméricains ? Cette question nous amène à douter de l'application mécanique ou fidèle de certaines théories néo-classiques notamment celles élaborées sur la base des entreprises motrices (elles-mêmes dépendantes des transnationales), des "exportations" régionales, de la concurrence ou l'inter-dépendance selon les principes de la libre entreprise.... Rappelons que le champ d'application de ces théories provient d'un processus historique et comporte une réalité sociale tout à fait différents de ceux de l'Europe Occidentale : pas de véritables entrepreneurs capitalistes, surtout sans colonies mais néo-colonisés par des centres dominants, sans révolution industrielle et agraire, sans les Meiji, ni 1789.

b) Structurellement, toute politique de croissance basée sur la réalisation de projets spécifiques non intégrés dans l'espace socio-économique et non articulés avec les autres activités de production, a créé surtout de nouvelles enclaves qui constitueront des obstacles majeurs s'opposant à une éventuelle politique de structuration économique et d'organisation de l'espace.

2. Le modèle de croissance du Zulia, sa structure et son espace

Avec seulement 12,1% de la population totale et 13,5% de la population urbaine du pays, la région zulianaise participe pour une part très importante dans la production nationale de 1975 : 78,4% du pétrole brute, 60,2% de lait et 22,3% de bovins. C'est un des deux principaux pôles régionaux de croissance (1). Mais il s'agit précisément de la croissance qui caractérise le modèle d'exportation-substitution : croissance accélérée et centralisée accompagnée d'un déséquilibre structurel et spatial.

Ce modèle de croissance et ses conséquences peuvent être considérés comme une loi générale de l'analyse économique régionale dans les pays latino-américains riches en ressources naturelles.

Dans la région du Zulia, la matérialisation de cette loi générale est observable à différents niveaux :

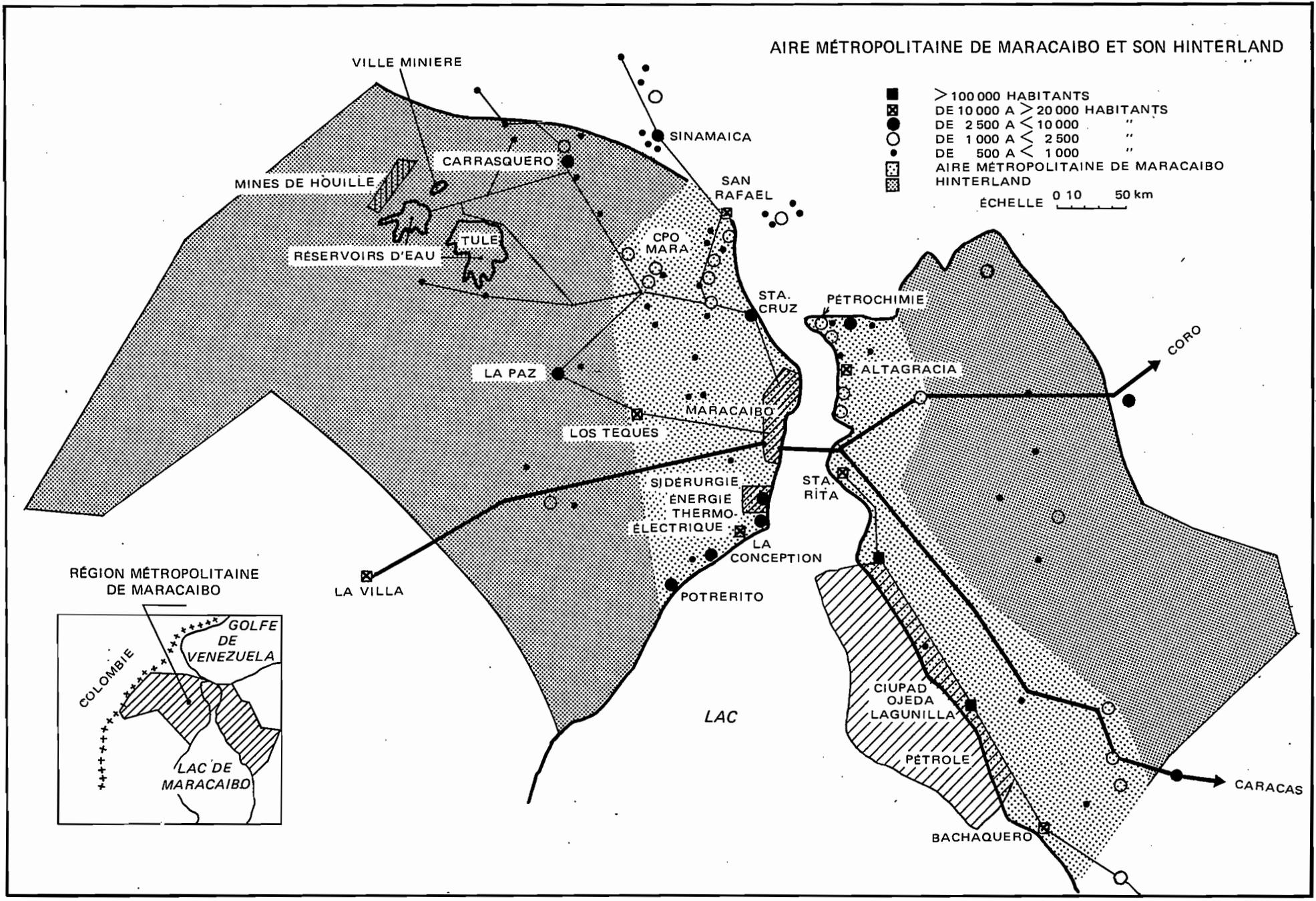
a) l'exportation du pétrole et l'industrialisation par substitution ayant supplanté la production agropastorale, ont permis une croissance annuelle élevée et accélérée de la production régionale (valeur ajoutée) : 14,8% entre 1970 et 1975 et 15,2% entre 1973 et 1975 (boom pétrolier à la suite de la guerre du Kippour). Ces taux représentent presque le triple de celui du P.N.B. du pays (respectivement 4,8 et 5,9%) ;

b) cette croissance est centralisée et différentielle parce qu'elle n'intéresse que les secteurs d'exportation-substitution et les activités induites par ces secteurs (services financiers et activités urbaines). Les autres systèmes de production non liés au modèle d'exportation-substitution sont en stagnation mais ne disparaissent pas pour permettre la transition capitaliste intégrale, condition primordiale de l'application de la rationalité économique. Même à l'intérieur des activités d'exportation-substitution, et comme ce qui se passe dans les pays du tiers monde périphérique, la distribution de la richesse est extrêmement inégale tant en ce qui concerne les catégories socio-professionnelles qu'en ce qui concerne les espaces (2) ;

(1) L'autre pôle est la région de Guayana située à l'est du pays (acier, aluminium, minerais de fer, énergie hydroélectrique).

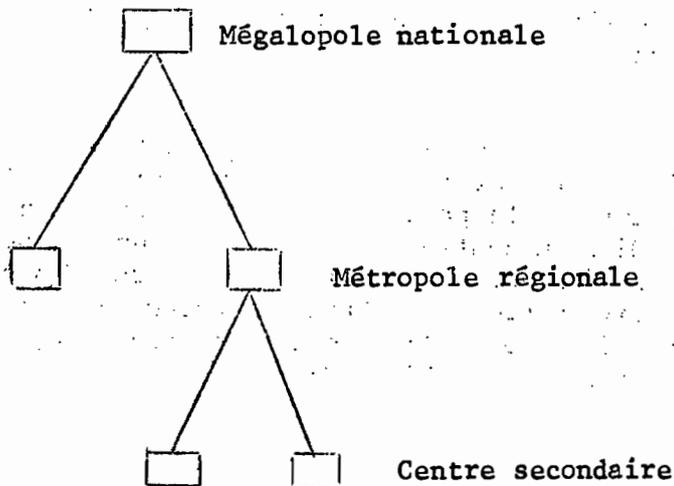
(2) Grands bénéficiaires de la croissance : patrons d'entreprises industrielles, bancaires, commerciales et immobilières (notamment en ce qui concerne les entreprises d'Etat, les firmes transnationales et leurs associés locaux), quelques propriétaires de haciendas et une partie des cadres. Ces grands bénéficiaires sont implantés à Caracas, Maracaibo et son aire métropolitaine, dans les enclaves pétrolières mais rarement dans les centres secondaires qui ne sont pas dotés d'infrastructure et d'équipement urbains adéquats.

AIRE MÉTROPOLITAINE DE MARACAIBO ET SON HINTERLAND



c) cette croissance a déjà entraîné la concentration dans la ville de Maracaibo et dans l'aire métropolitaine régionale de la population urbaine. Celle-ci représente respectivement 51,2 et 76,4% de la population urbaine régionale en 1977. La presque totalité des activités exportatrices et substitutives se localisent ou s'implantent dans l'aire métropolitaine de Maracaibo. Cette concentration dans l'aire métropolitaine empêche toute existence de centre secondaire dans son hinterland (voir croquis). Dans la partie nord-ouest du Zulia, dénommée sous-région de Maracaibo où seront réalisés les projets charbon, acier et énergie, il n'existe aucune ville avec plus de cinq mille habitants en dehors d'un rayon de 50 km de la ville de Maracaibo. Bien que la population de Maracaibo ne représente que le tiers de celle de Caracas, elle est de quatre fois supérieure à celle de la deuxième ville régionale. La zone urbaine de Maracaibo est le plus grand polarisateur et distributeur de flux de la région : 30% du trafic routier, 67% des flux agropastoraux et 84% des flux financiers du Zulia ;

d) mais malgré cette concentration, Maracaibo ne parvient pas à s'ériger en métropole d'équilibre par rapport à la mégapole nationale qui est le véritable centralisateur des décisions économiques. Ainsi, le schéma de l'articulation des espaces socio-économiques devenu classique, est celui des triangles sans base.



Face à ce processus de croissance et centralisation (1), il n'existe ni régionalisation économique, ni véritable planification régionale et même pas de programmation intersectorielle. Comme résultat, on peut observer une série de déséquilibre et décalages dont les principaux sont :

(1) Croissance et centralisation pourraient être l'objet d'un travail théorique opératoire indispensable pour la recherche sur le terrain. Or, jusqu'à présent, les théories les plus connues passent sous silence ce processus généralisé en Amérique Latine. C'est d'autant plus regrettable que ce processus est susceptible de donner lieu à l'élaboration de lois générales théoriques. On peut dès lors douter, non de la contribution de ces théories, mais des conditions dans lesquelles elles ont été élaborées.

- déséquilibre entre les systèmes directement liés au modèle d'exportation-substitution et les autres systèmes de production,

- décalage entre d'une part, la croissance de l'aire métropolitaine et des enclaves pétrolières, et d'autre part, la stagnation des autres espaces et la misère dans les bidonvilles,

- déséquilibre entre l'offre d'emplois spécialisés et la demande d'emplois non spécialisés. Paradoxalement, il existe simultanément une force de travail disponible et des emplois inoccupés,

- décalage entre la nécessité urgente d'un développement concerté et la difficulté de coordination et programmation de la croissance.

En conséquence, les défauts structurels qui existaient avant 1970, devraient être encore plus prononcés par l'essor pétrolier, principale caractéristique de la croissance du Zulia dont nous étudions la projection dans l'espace.

3. Vers un nouveau modèle de croissance régionale

Il convient de signaler que l'actuelle politique économique du pays laisse supposer la constitution et le renforcement des secteurs de la production de base : sidérurgie, industrie métallique, aluminium, pétrochimie ...

Ces activités devront permettre de réduire l'hégémonie du pétrole (1) et par là même, corriger les défauts structurels. Il n'est pas exclu que l'industrie métalmécanique complètera cette production de base car il existe déjà un embryon dynamique et des programmes d'expansion de cette activité.

Le deuxième postulat de la politique économique du pays est l'intervention de l'Etat dans les secteurs-clés de l'économie. Cette intervention n'exclut pas la participation très active du capital privé national et étranger. Bien au contraire, il s'agit d'une association de capitaux et une articulation entre le capitalisme d'Etat Vénézuélien (2) avec le capitalisme privé national et étranger notamment les sociétés transnationales comme ce qui a été réalisé pour la pétrochimie, les complexes de Guayana et même le pétrole nationalisé (3).

(1) Par rapport aux exportations du pays, le pétrole représente : 93,6% en 1940-69, près de 95% en 1970-77 et 95,4% en 1974-77.

(2) Importance du secteur public au Vénézuéla : près de 41% des investissements totaux de 1973-77; les recettes de l'Etat représentent l'équivalent de près de 40% du produit national brut de 1976.

(3) Les intérêts des anciennes compagnies pétrolières et des "contratistas" (sociétés de construction, perforation, équipement) existent toujours.

Bien que le fondement de cette politique ne représente pas une nouveauté en Amérique Latine (4) elle comporte toutefois des données spécifiques qui caractérisent le Vénézuéla actuel : grande capacité contractuelle, forte disponibilité de financement, développement accéléré du capitalisme d'Etat, modèle de croissance dit "ouvert" qui facilite l'articulation entre les différents secteurs capitalistes dans l'espace national.

Les impacts de cette politique seront déterminants pour la région du Zulia car ils ont déjà donné lieu à l'élaboration de trois importants nouveaux projets qui constitueront une filière intégrée de production de base (5) :

- extraction du charbon. Deux mines à ciel ouvert et une souterraine, une ville minière pouvant atteindre 58 mille habitants, production annuelle de 400 mille tonnes en 1982 (première année), un million en 1984, cinq millions en 1989 et 10 millions en 1996. Ces chiffres de production correspondent à l'estimation de la demande locale de la sidérurgie et des usines thermoélectriques. Les réserves connues actuellement devront permettre l'extraction durant 40 années ;

- sidérurgie du Zulia. Production d'un million de tonnes en 1983, 5,2 en 1990 et 6,1 en 1993 et possibilité d'extension ultérieure.

- énergie thermoélectrique. Capacité installée de 150 MW en 1983 et de 300 MW en 1987 avec une prévision de 750 MW en 1994 (?). Il convient de noter que ce projet d'énergie à bon marché devra réduire l'augmentation de la consommation intermédiaire de pétrole en une conjoncture de hausse des prix de ce produit et de la crise de l'énergie.

L'ensemble de ces trois projets donnera lieu à des investissements totaux de près de 4 milliards de dollars et une création d'emplois nouveaux estimés à 84 mille .

(4) Il y a des précédents en Amérique Latine comme par exemple : Argentine, Mexique, Brésil.

(5) Voir nos différentes études d'aménagement du projet houiller de Guasare notamment : évaluation socio-économique globale, synthèse d'ensemble du projet, Publication Corpozulia-CIUR-ORSTOM, 1977 et 1978, Maracaibo.

Leur production devra s'élever à 17 ou 19% de la valeur ajoutée régionale en 1955 (1). L'importance de ces projets au niveau national n'est pas négligeable. Dans une douzaine d'années, Zulia sera une des deux grandes régions de production de base concurrentiellement avec la Guayane.

% de la production du Zulia/ Production nationale

	<u>1988</u>	<u>1990</u>	<u>1996</u>
Charbon	79,7	84,1	90,1
Acier	31,2	47,6	?

A ces projets déjà approuvés par les instances législatives du pays, il faut ajouter l'importance du pétrole (production actuelle et projet d'extraction du pétrole lourd et extra-lourd), la pétrochimie en démarrage et les projets d'industrie métallurgique en gestation.

Pour la région comme pour le pays, les projets zulianais se mesurent par la possibilité de leurs impacts au niveau de la structuration du processus de croissance (2), de la capitalisation et par voie de conséquence, du progrès technologique. Ils devraient donc permettre de modifier le modèle de croissance de Zulia actuellement basé sur l'exportation-substitution, en s'acheminant vers une "croissance structurante". Pour que cette nouvelle croissance puisse jouer pleinement son rôle structurant, la condition impérative qui devrait être requise sera l'articulation-intégration structurelle et spatiale des activités dominantes pour permettre la transmission de leurs effets de croissance. En l'absence de cette condition, les "retombées" ou plus précisément les éclaboussures de la croissance continueront à être centralisatrices et différentielles mais non structurantes.

(1) A titre de comparaison, la main d'oeuvre régionale disponible s'élève à 27 mille en 1977 et 30 mille en 1985 (estimation officielle, sous-emploi exclu). Emplois actuels dans les activités de production matérielle non agricole : 108 mille (pétrole, industrie, T.P.-bâtiment). En 1975, la production matérielle non pétrolière (Agriculture, industrie, T.P.-bâtiment) représentait seulement 11,6% de la valeur ajoutée régionale.

(2) Par rapport au P.N.B. du pays en 1975, la production nationale de fer et d'acier s'élevait à 0,9% et celle des mines à 1,3%. Ces productions n'existent pas encore au Zulia.

Cette considération hypothétique, n'étant pas l'expression d'un pessimisme larvé ou d'un déterminisme forcené mais le produit de la connaissance du milieu et du terrain (1), elle entraîne certaines interrogations sur les conséquences de la future croissance : le processus actuel continuerait-il sous une forme différente ou améliorée c'est-à-dire avec une autre modalité de croissance sans arriver à créer un véritable nouveau mode de croissance structurante ? La ville de Zulia resterait-elle toujours un pôle de croissance alors que les pôles de développement continueraient à être ailleurs comme l'est le pôle intermédiaire de Caracas ?

Cette réflexion théorique sous forme d'interrogations et de prospectives a permis la formulation des hypothèses de travail dont découle la réalisation du projet.

IV. Conception théorique et méthodologique du projet

Comme il n'existe pas (ou pas encore ?) de théorie générale de développement régional et urbain immédiatement applicable, la problématique théorique de la recherche en Amérique Latine est loin de rencontrer une solution adéquate. Dans cette situation, la présente conception de travail doit donc être considérée comme une simple tentative avec ses possibilités et ses limites. Précisons également que cette tentative expérimentale est nettement limitée dans le temps et dans l'espace : la région du Zulia depuis l'essor pétrolier.

Le fondement méthodique de notre travail est établi sur un ensemble supposé cohérent de principes abstraits (ou théoriques ?), concepts analytiques et instruments méthodologiques :

1. Pour le Zulia actuel, le problème théorique fondamental réside dans les rapports entre la croissance et les perspectives de développement (2).

(1) Les hypothèses et le programme de travail doivent refléter les données et les indices ayant motivé cette inquiétude.

(2) Les "développementalistes" (desarrollistas) considèrent le développement du tiers monde comme "l'antichambre" du capitalisme et confondent souvent la croissance avec le développement. Il en est de même pour certains auteurs théoriques (cf. CEPAL-ILPES, op.cit. pp. 25-29), Sergio de la Pena et al., en torno al capitalismo latinoamericano, Edit. I.I.E. México, 1975, pp.112-115, D.F. Maza Zavala, Venezuela, crecimiento sin desarrollo, Edit. U.C.V., Caracas 1976, pp.16-32, Ramon Losada Aldana, Dialéctica del sub-desarrollo. Edit. Gribaljo S.A. México 1969, pp.41-32.

Celui-ci doit comporter une finalité économique et sociale indiquée par la tendance d'évolution des forces productives (1) dont le développement est saisissable sur le terrain à l'aide de deux instruments d'observation : les effets économiques et la fonction sociale de la croissance (2). L'accumulation sociale en tant que concept analytique systématisera les résultats de cette observation ;

2. Les perspectives de développement du Zulia sont alignées sur la voie capitaliste de développement moyennant une concentration de capitaux sous la forme du capitaliste d'Etat et d'association de capitaux de différentes origines (publique, privée nationale et transnationale). Dès lors, l'Etat est devenu le régulateur de la croissance, normalisateur des mécanismes de fonctionnement et garant du développement capitaliste. Il sera donc nécessaire d'analyser le rôle de l'Etat et ses répercussions sur les perspectives de développement régional. Ce rôle de l'Etat dans la région est observable à travers des impacts dont la nature sociale et le contenu économique, doivent être pensés à travers l'action des institutions régionales ;
3. L'hétérogénéité structurelle et les défauts de l'organisation spatiale existent dans tous les pays du tiers monde et à tous les niveaux (national, régional, urbain). Ils sont plus prononcés dans un processus de croissance accélérée basée sur l'exportation-substitution. Les relations organiques et les rapports de force entre les composantes d'une structure et entre les espaces, déterminent les éléments prédominants ou dominants du processus. L'emploi des concepts articulation et intégration paraît donc adéquat pour l'analyse structurelle et spatiale des unités mineures ;

(1) Le concept de développement des forces productives, souvent considéré comme une abstraction ou employé comme une "recette idéologique", désigne en fait une réalité observable sur le terrain à travers des analyses portant sur : la politique d'investissement et l'accumulation sociale qui déterminent la redistribution de la richesse, la localisation des équipements et infrastructures de production, équipements sociaux ; l'emploi et la rémunération de la force de travail ; les facteurs de capitalisation etc... par rapport à l'organisation sociale de production.

(2) La fonction sociale de la croissance a une certaine répercussion sur la tendance des rapports de classes et la dynamique des organisations sociales de production.

4. Une région, un centre, une zone etc... sont des composantes spatiales (ou segments spatiaux ou unités spatiales mineures) d'un autre ensemble qui est l'espace national avec ses frontières internationales contrôlées, sa souveraineté d'Etat, ses institutions sociales, son appareil d'Etat et de Gouvernement. Par conséquent, toute transposition intégrale des instruments d'analyse macro-économique à ces segments spatiaux n'est pas une méthode appropriée (1) ;
5. La structure de production d'une unité spatiale mineure peut être complémentaire, compétitive ou spécialisée par rapport à celle d'autres unités spatiales dans le contexte national. De cette spécificité, il ressort que les relations de flux (biens, services, migration) sont aussi importantes que la structure de production de ces unités mineures. Ces relations déterminent non seulement le volume des échanges et les limites de l'espace mineur mais surtout ses fonctions économiques et spatiales ;
6. Si l'espace physique comporte des propriétés additionnelles, la complexité des activités humaines dans l'espace socio-économique ne permettent pas de considérer celui-ci comme la somme de ses éléments car il est en fait, le produit de ses composantes (2).

La conception théorique et méthodologique résumée ci-dessus a permis le choix d'un ensemble d'échantillons liés ou non entre eux, mais indispensables pour la réalisation de cette étude :

1. Le système urbain du Zulia constitué par les centres urbains et semi-urbains, les "constellations" de bourgs ruraux et de centres non hiérarchisés qui forment des conglomérats spatiaux jouant le rôle d'espace intermédiaire en remplacement de la faille dans la hiérarchie urbaine ;
2. Les centres de croissance peu ou non articulés avec le système urbain régional (enclaves pétroliers et haciendas modernes) ;
3. Une zone principalement rurale où se trouvent les mines

(1) Nombres d'études régionales et urbaines oubliant que ces espaces mineurs ne sont pas des pays ! Bien que cette constatation puisse paraître comme une lapalissade, elle n'en comporte pas moins une grande importance méthodologique et conceptuelle.

(2) Pour plus de détails sur les définitions de l'espace, voir notre travail intitulé *Investigación socio-economica basic*, Edit. Horizonte, Lima 1976, chapitres III et IV.

de charbon et qui est directement liée à Maracaibo en tant qu'hinterland de l'aire métropolitaine régionale.

En résumé, notre terrain d'observation est composé d'un système urbain, des centres de croissance "enclavés" et d'un hinterland de projet.

Il convient de préciser que le terme système urbain ne désigne pas à priori, un ensemble de centres hiérarchisés et localisés dans un espace déterminé. En effet, la hiérarchisation reste à promouvoir en Amérique Latine comme dans bien d'autres régions du monde. Même dans certains pays industrialisés, elle est encore dérisoire.

Le choix des échantillons d'observation a été également dicté par la réalité régionale et les conditions d'insertion dans la structure d'accueil :

1. Ces échantillons sont représentatifs du modèle de croissance basée sur l'exportation-substitution. Ils comportent donc principalement des données mesurables et certaines caractéristiques observables concernant la rationalité économique spécifique du processus régional ;
2. La très forte domination centralisatrice de Maracaibo sur le reste de la région du Zulia lui confère les attributs de centre d'équilibre régional auquel sont ramenés, régularisés et normalisés les éléments perturbateurs du modèle de croissance (selon les théories de l'équilibre général et celles de l'équilibre partiel). Exception faite pour les enclaves pétrolières qui suivent le modèle d'équilibre général régularisé par la mégalopole nationale ;
3. La dépréciation du secteur agricole (1) accompagnée d'un très faible rapport entre la croissance de ce secteur et celle des activités d'exportation-substitution, nous amène à analyser une zone rurale de l'hinterland de Maracaibo. Cette analyse rurale devra également permettre de vérifier notre énoncé hypothétique concernant la recherche urbaine (2) : les solutions fondamentales et draconniennes pour résoudre les problèmes urbains ne se trouvent pas uniquement dans la ville, les secteurs de production ou les techniques d'urbanisme. Elles se situent à différents niveaux : social, structurel et spatial dans leur ensemble (3) ;

(1) Appauvrissement général et prolétarianisation (ou lumpen-prolétarianisation) partielle du paysannat parcellaire, exode rurale, drainage de la rente foncière vers des activités urbaines principalement spéculatives, transition capitaliste d'une très petite partie de l'agriculture, absentéisme des hacendados, et comme conséquence principale, déficit alimentaire...sont des phénomènes très courants en Amérique Latine.

(2) et (3) voir page suivante.

4. L'intention déclarée des autorités régionales laisse supposer une certaine volonté de consolider la région du Zulia pour la transformer en pôle compensateur ou métropole d'équilibre par rapport à la centralisation de la mégalopole nationale.

V. Hypothèses de travail

L'ensemble des réflexions théoriques et des travaux préliminaires sur la structure et l'espace, nous ont permis de formuler un corps d'hypothèses de la manière suivante :

- 1) Comme conséquences du modèle d'exportation-substitution, il devrait exister une relation structurelle étroite, bien que quantitativement non proportionnelle, entre d'une part, la croissance économique du Zulia, et d'autre part, la centralisation métropolitaine de Maracaibo comme relai de Caracas et la concentration urbaine dans les centres de croissance de la région pour atteindre ultérieurement un certain niveau de congestion et de déséconomie ;

Après cette hypothèse principale et par rapport aux projets du Zulia, il convient de formuler deux autres hypothèses prospectives concernant les impacts du nouveau processus ou modèle de croissance.

- 2) Si cette première hypothèse se confirmait et si l'articulation-intégration de nouveaux projets ne se réalisait pas, la future croissance ne serait pas en mesure de transformer la structure régionale, les défauts structurels et spatiaux pourraient être soit aggravés soit altérés mais non fondamentalement corrigés. En conséquence, ce ne serait pas un nouveau modèle de croissance structurante mais simplement une nouvelle modalité de croissance dont la finalité serait destinée surtout à la reproduction sociale du modèle actuel ;

(suite de la page précédente)

- (2) voir avant projet "les systèmes urbains" élaboré conjointement avec F. GENDREAU
- (3) Dans cet ordre d'idée, les travaux urbains et régionaux réalisés sous la forme de monographies et diagnostics monodisciplinaires ou sectoriels ne peuvent permettre de résoudre l'ensemble des problèmes complexes du phénomène. Cependant, malgré les efforts appréciables de spécialistes français, l'interdisciplinarité de la recherche urbaine reste à promouvoir (cf. CNRS, 1972). L'analyse interdisciplinaire de la croissance urbaine, Edit. espagnole de l'A.E.A.L., Madrid 1976, pp. 12 et 173). Dans cette publication, on peut lire ou résumer : certains économistes parlent de la ville comme foyer de croissance, les sociologues rejettent le concept de la ville et pensent qu'il n'existe pas de science du phénomène urbain, les géographes proposent l'idée des univers scientifiques juxtaposés.

- 3) Il serait possible qu'intervienne une alternative : la future croissance serait à la fois structurante et centralisatrice. Ce nouveau modèle permettrait de corriger une partie des défauts de la structure de production donc une meilleure modalité de transition capitaliste de l'économie nationale. L'actuelle association de capitaux et articulation entre les différentes formes de capitalisme sera le maillon principal de cette transition. Cependant, la fonction sociale de cette croissance et ses effets sur l'organisation de l'espace conserveraient les mêmes caractéristiques fondamentales du processus actuel. Le Zulia resterait un pôle de croissance et ne serait pas une région d'équilibre.

VI. Résumé du programme de travail

Conformément aux hypothèses et à la conception du projet d'étude, les grandes lignes du programme de travail sont les suivantes :

- identifier le système urbain et les centres de croissance du Zulia par zone spatiale en distinguant l'aire métropolitaine et son hinterland, les autres centres hiérarchisés, les espaces articulés ou intégrés, les enclaves et zones de projets ;

- étudier la structure de production, les relations internes et externes de flux de ces unités spatiales ;

- pour les centres importants, analyser leurs fonctions sociales, économiques et spatiales dans le cadre régional, inter-régional, national et frontalier (frontière colombo-vénézuélienne) ;

- analyser les rapports entre la croissance économique de la région et la centralisation métropolitaine (1970-77 et projection des facteurs de croissance 1977-95 par période caractéristique des projets) ;

- examiner les facteurs d'ordre politique, économique et institutionnel avant une relation avec la croissance, la centralisation et le processus régional ;

- à partir d'une zone rurale de projet, étudier les flux migratoires la force de travail et l'emploi, la distribution de revenus, le système des haciendas et le drainage de la rente foncière vers les secteurs urbains et industriels.

L'ensemble de ces travaux sera complété par une analyse globale sur la structure de production, la croissance économique et les grands axes de flux du pays.

Enfin, il convient de rappeler que la présente étude ne constitue qu'une première phase de la recherche sur les systèmes urbains et centres de croissance régionaux.

Maracaibo, Juillet 1978

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE
URBAINNE
A L'ORSTOM

*tome 1: orientations
et projets*

ORSTOM PARIS
AOUT 1979

DIFFUSION INTERNE

LA RECHERCHE

URBAINE

A L'O.R.S.T.O.M.

Tome 1 :
ORIENTATIONS ET PROJETS

O.R.S.T.O.M. PARIS

août 1979